

valtech.

Société anonyme au capital de 2 570 464,43 €

Siège social : 103 rue de Grenelle – 75007 paris

RCS Paris 389 665 167

Rapport de gestion

Année 2012

Sommaire

1. Comptes consolidés du groupe Valtech au 31 décembre 2012.....	5
Compte de résultat consolidé.....	5
Situation financière au 31 décembre 2012.....	6
Flux de trésorerie.....	7
Analyse de l'activité.....	8
Introduction.....	8
Croissance organique.....	8
Format de la communication financière.....	8
Commentaire sur les résultats consolidés.....	9
Informations par zone géographique.....	10
Perspectives à moyen terme.....	12
2. Facteurs de risques.....	13
Risque de liquidité.....	13
Risque de taux d'intérêts.....	13
Risque de change.....	13
Assurances.....	14
Risques opérationnels.....	15
Risques liés au personnel.....	15
Risque lié à la clientèle.....	16
Risque lié au risque crédit client.....	16
Risques liés à la concurrence.....	17
Risques liés à la conjoncture économique.....	17
Risques liés aux départs de personnes clés.....	17
Risques liés à la politique de croissance externe.....	17
Risques liés aux fournisseurs et sous-traitants.....	18
Risques liés au niveau d'activité.....	18
Risque contractuel.....	19
3. Responsabilité sociale et environnementale.....	19
Informations sociales.....	19
L'emploi.....	20
Rémunération et évolution.....	21
L'organisation du travail.....	21
Les relations sociales.....	22

La santé et la sécurité	23
La formation	23
L'égalité de traitement	24
Informations environnementales	26
Politique générale en matière environnementale.....	26
Pollution et gestion de déchets	27
Utilisation durable des ressources.....	27
Changement climatique.....	28
Protection de la Biodiversité : les mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité.....	28
Informations sociétales.....	29
Impact territorial, économique et social de l'activité de la société.....	29
Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la société, notamment les associations d'insertion, les établissements d'enseignement, les associations de défense de l'environnement, les associations de consommateurs et les populations riveraines.....	29
Sous-traitance et fournisseurs.....	29
Loyauté des pratiques.....	30
4. Informations statutaires sur les comptes sociaux de Valtech SA	30
Compte de résultat social	30
Situation financière au 31 décembre 2012.....	31
Recherche et développement	32
Charges non déductibles fiscalement.....	32
Activités des filiales contrôlées.....	32
Prises de participations et contrôles.....	33
Dividendes versés au cours des exercices précédents	33
Affectation du résultat.....	33
Perspectives 2013 et à moyen terme	33
Résultat des 5 années précédentes	34
5. Organes d'administration, de direction et de contrôle	34
1. Composition du conseil d'administration au 31 décembre 2012	34
2. Direction générale au 31 décembre 2012	35
3. Comités d'audit et de rémunération	35
Le Comité d'audit.....	35
Le Comité de rémunération.....	36
4. Autres mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux au 31 décembre 2012	37
Mandats de M. Sebastian Lombardo	Erreur ! Signet non défini.

Mandats de M. Frédéric de Mevius	Erreur ! Signet non défini.
Mandats de Next Consulting, représentée par M. Daniel Grossmann	Erreur ! Signet non défini.
Mandats de Astove SPRL, représentée par M. Laurent Schwarz	Erreur ! Signet non défini.
5. Rémunération et avantages alloués aux mandataires sociaux	38
6. Honoraires alloués aux parties liées aux mandataires sociaux	39
7. Commissaires aux comptes, honoraires	39
6. Informations statutaires sur les conventions réglementées (art. L 225-38 du code de commerce)	40
7. Informations statutaires sur le capital, les droits de vote et le cours de bourse	40
Actionariat	40
Pacte d'actionnaires	41
Participation des mandataires sociaux au capital social	41
Actionariat salarié	41
Evolution du capital social	42
Autorisation consenties au Conseil d'administration d'augmenter le capital	43
Autres titres ou droit donnant accès au capital	43
Titres non représentatifs du capital	43
Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique	43
Evolution du cours de l'action pendant l'année 2012	44
ANNEXE : TABLEAU 5 ANNEES DE RESULTAT VALTECH SA	44

1. COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE VALTECH AU 31 DECEMBRE 2012

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Les montants dans le présent document sont exprimés en milliers d'euros sauf indication contraire.

	31-déc.-12	31-déc.-11
Revenus	132 480	114 953
Autres revenus	1 251	92
Total revenus	133 731	115 045
Coût des ventes	(92 587)	(79 609)
Marge brute	41 144	35 436
Coûts commerciaux	(11 505)	(9 537)
Coûts administratifs	(29 444)	(28 961)
Résultat opérationnel courant	195	(3 062)
Coûts de restructuration	(374)	(680)
Autres produits et charges d'exploitation	354	-
Dépréciation des Goodwills	-	-
Résultat de l'activité opérationnelle	175	(3 742)
Coût de l'endettement brut	(580)	(501)
Produit de la trésorerie et équivalent de trésorerie	39	37
Autres produits et charges financières	(431)	(273)
Résultat net avant impôts des activités poursuivies	(797)	(4 479)
(Charges) produits d'Impôts	(730)	(623)
Quote-part dans le résultat des sociétés associées	(570)	6
Résultat des activités non poursuivies	-	-
Résultat net de la période	(2 097)	(5 096)
<i>Nombre moyen d'actions de base</i>	<i>169 793</i>	<i>154 794</i>
<i>Nombre moyen d'actions après dilution</i>	<i>169 793</i>	<i>154 794</i>
Résultat par action de base	(0,01)	(0,03)
Résultat par action diluée	(0,01)	(0,03)

Nous renvoyons aux commentaires sur l'activité pour les éléments factuels qui expliquent la formation des différents agrégats du compte de résultat.

SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2012

	31-déc.-12	31-déc.-11	Variation	Notes
Goodwill	16 227	16 517	(290)	9
Immobilisations incorporelles nettes	198	222	(24)	10
Immobilisations corporelles nettes	3 594	3 809	(215)	11
Participations dans les entreprises co-associées	-	510	(510)	12
Actif financier non courant net	120	56	64	12
Autres actifs non courant, nets	2 897	2 961	(64)	12
Impôts différés actifs	1 871	2 046	(175)	8.3.
Actifs non courants	24 907	26 121	(1 214)	
Créances clients et comptes rattachés	36 256	35 630	626	13.1.
Autres actifs courants	4 558	3 960	598	13.2.
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 901	6 236	(2 335)	17
Actifs courants	44 715	45 826	(1 111)	
TOTAL ACTIF	69 622	71 947	(2 325)	

	31-déc.-12	31-déc.-11	Variation	Notes
Capital	2 570	2 343	227	14
Réserves	26 856	27 680	(824)	14
Résultat net - part du Groupe	(2 097)	(5 096)	2 999	14
Capitaux propres - part du Groupe	27 329	24 927	2 402	14
Intérêts minoritaires	-	-	-	
Capitaux propres	27 329	24 927	2 402	
Provisions pour risques et charges - part non courant	328	870	(542)	15
Pensions et indemnités de départ à la retraite	491	291	200	15
Emprunts auprès des étab. de crédit - part non courante	9	1 143	(1 134)	18
Impôts différés passif	470	339	131	8.3.
Passifs non courants	1 298	2 643	(1 345)	
Provisions pour risques et charges - part courante	1 665	1 644	21	15
Emprunts auprès des étab. de crédit - part courante	5 826	9 403	(3 577)	18
Découverts bancaires	3 564	3 025	539	17
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 491	12 033	1 458	16.3.
Autres passifs courants	16 449	18 272	(1 823)	16.2.
Passifs courants	40 995	44 377	(3 382)	
TOTAL PASSIF	69 622	71 947	(2 325)	

La principale variation de l'actif immobilisé au cours de l'exercice 2012 concerne la valeur de la participation de Valtech dans Valtech Corée, joint-venture consolidée par mise en équivalence. A l'actif circulant, il faut signaler que le montant des créances clients non comptabilisées à l'actif suite à la signature d'un contrat de mobilisation de créances sans recours s'élève à 2 382 milliers d'euros.

La société a procédé à une augmentation de capital votée lors de l'Assemblée générale du 14 mai 2012 et souscrite par compensation d'une créance détenue par VERLINVEST SA. Cette opération a permis de réduire l'endettement de la Société pour un montant de 4,5 millions d'euros. En outre, le financement obtenu dans le cadre de la mobilisation de créances sans recours n'est plus comptabilisé en découvert, pour un montant de 2 382 milliers d'euros.

FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)	31-déc-12	31-déc-11
Résultat net	(2 097)	(5 096)
Intérêts minoritaires	-	-
Ajustements permettant de passer à la variation de trésorerie d'exploitation	-	-
- Dépreciation et amortissement, net	1 921	1 617
- Dépreciation des écarts d'acquisition	-	-
- Dotation aux provisions	(598)	(577)
- Dotation aux provisions pour engagement de retraite	196	95
- Moins (Plus) values sur cession d'actifs non courants	3	-
- Charges liées aux paiements en actions	(27)	-
- Résultat dans les sociétés co-associées	570	(5)
- Résultat dans les sociétés cédées	-	-
Coûts financiers	676	588
Charges d'impôts (Impôts différés inclus)	729	623
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'exploitation avant intérêts et impôts	1 373	(2 755)
Impôts payés	(455)	(197)
Variation nettes des actifs et passifs courants	(6 888)	(3 255)
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'exploitation	(5 970)	(6 207)
Investissement actif non courant corporel	(1 552)	(1 795)
Investissement actif non courant incorporel	(141)	(211)
Prix de cessions des actifs non courants cédés	-	65
Acquisition de filiales	-	(732)
Cession de filiales	-	1 750
Flux dus aux acquisitions (trésorerie acquise ou cédée)	-	(65)
Augmentation (Diminution) des investissements financiers	72	(50)
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissements	(1 621)	(1 038)
Intérêts payés	(676)	(588)
Augmentation de capital	4 500	-
Augmentation des dettes financières	2 001	5 920
(Diminution) des dettes financières	(997)	(1 248)
Autres variations d'actif et de passifs financiers	-	-
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement	4 828	4 084
Incidence des variations des cours des devises	(111)	(162)
Flux net de la trésorerie et équivalent de trésorerie	(2 874)	(3 323)
Trésorerie et équivalent de trésorerie au début de l'exercice	3 211	6 534
Trésorerie et équivalent de trésorerie à la fin de l'exercice	337	3 211
Renvoi Note	17	

La capacité d'autofinancement s'est établie à 1,4 M€ en 2012, contre -2,7 M€ un an plus tôt.

Après variation du besoin en fonds de roulement, le flux de trésorerie lié à l'exploitation s'est élevé à -6,0 M€ contre -6,2 M€ en 2011. Le niveau anormalement élevé de BFR en 2012 est la conséquence de l'allongement spécifique des délais de règlement sur un projet à grande envergure en Allemagne. Cette situation est revenue à la normale dès janvier 2013.

La situation financière est saine avec des capitaux propres de 27,4 M€ et un endettement financier net qui s'est réduit à 5,5 M€ en fin d'année contre 7,3 M€ un an plus tôt. La situation financière long terme de Valtech a notamment été renforcée par l'augmentation de capital de 4,5 M€ réalisée en mai 2012. En fin d'année 2012, le groupe disposait également de 2,9 M€ de lignes de crédit à court terme non utilisées.

ANALYSE DE L'ACTIVITE

Introduction

2012 constitue un tournant dans l'histoire de Valtech avec des ventes record de 133,7 M€ en hausse de 16,2% par rapport à 2011, soit le niveau le plus élevé de chiffre d'affaires depuis l'introduction en Bourse de Valtech il y a près de 16 ans. 2012 est une étape importante dans la transformation de la société qui est devenue l'une des premières agences de marketing digital et de technologies, enregistrant cette année encore quatre trimestres consécutifs de croissance organique à deux chiffres et renouant avec la rentabilité opérationnelle.

Cette performance reflète la pertinence du nouveau positionnement stratégique de Valtech et le progrès que nous avons réalisé dans la transformation du business modèle de la société. Nous avons su construire un portefeuille de compétences stratégiques, marketing, créatives et technologiques parfaitement adapté pour les grandes marques internationales qui souhaitent affirmer leur leadership dans le marketing digitale et en saisir les opportunités afin de capitaliser sur leur image, de multiplier les canaux de vente et ainsi créer de la valeur.

Nous commençons à récolter les fruits de cette profonde transformation avec le retour à la rentabilité opérationnelle sur l'exercice, ce qui était également l'un de nos objectifs. Au seul 2nd semestre, Valtech a ainsi dégagé un EBITDA de 2,9 M€, représentant une marge d'EBITDA de 4,2%.

Croissance organique

Un chiffre d'affaires 2012 consolidé record de 133,7 M€ en croissance de 16,2% (12,8% à périmètre et change constants), qui reflète la demande croissante pour les plateformes digitales dans l'e-commerce, les contenus de marque, le marketing mobile et social.

Format de la communication financière

Valtech a décidé de communiquer à partir de 2013 sur l'EBITDA (*Earnings before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization*). L'EBITDA, qui exclut notamment l'impact des amortissements et des provisions, constitue la meilleure mesure pour analyser la performance opérationnelle de la société.

Cette nouvelle répartition se présente comme suit pour les années 2011 et 2012 :

Chiffres clés Groupe (M€)	2012	2011	Variation	S2 2012	S1 2012	Variation
Chiffre d'affaires	133,7	115	16,20%	68,2	65,5	4,10%
Coût des ventes	-92,6	-79,6	16,30%	-46,4	-46,1	0,60%
Marge brute	41,1	35,4	16,10%	21,8	19,4	12,20%
Coûts commerciaux et marketing	-11,5	-9,5	20,70%	-5,5	-6	-7,30%
Frais de structure	-29,4	-29	1,60%	-14,6	-14,8	-1,30%
EBITDA ajusté	2,6	-0,6		2,6	0	
Marge d'EBITDA ajusté	2,00%	-0,50%		3,80%	0,10%	
EBITDA	2,6	-1,9		2,9	-0,3	
Amortissements et provisions	-2,4	-1,9		-1	-1,4	
EBIT	0,2	-3,7		1,9	-1,7	
Résultat net	-2,1	-5,1		0,7	-2,8	
Bénéfice net par action	0	0		0	0	
Collaborateurs (fin de période)	1 565	1 558	0,45%			

L'EBITDA ajusté exclut les éléments exceptionnels
L'EBIT correspond au Résultat opérationnel courant

Tableau de passage du résultat opérationnel à l'EBITDA ajusté

Chiffres clés Groupe (M€)	2012	2011
Résultat opérationnel	0,17	-3,74
Amortissements et provisions	-2,43	-1,87
EBITDA	2,6	-1,87
Ajustement earn-out H2O	0,72	-
Restructurations et exceptionnels	-0,73	-1,27
Autres	-0,01	0
EBITDA ajusté	2,62	-0,6

Commentaire sur les résultats consolidés

- Un EBITDA ajusté positif de 2,6 M€ en 2012 contre une perte de -0,6 M€ en 2011, sous l'effet d'une nette amélioration des performances opérationnelles et de la réduction du poids des frais de structure (22,0% du chiffre d'affaires en 2012 contre 25,2% en 2011). Au 31 décembre 2012, les effectifs totaux atteignaient 1 565 collaborateurs (1 558 fin 2011). L'effectif global moyen en 2012 était de 1 413 salariés, en diminution de - 9,3% par rapport à 2011 ;
- Un EBIT positif de 0,2 M€ en 2012 contre une perte de -3,7 M€ en 2011, qui témoigne d'une très forte progression de la rentabilité opérationnelle, notamment au 2nd semestre 2012 avec un EBIT positif de 1,9 M€ contre une perte de -1,7 M€ au 1er semestre ;

- Un résultat net en amélioration sensible, à -2,1 M€, contre -5,1 M€ en 2011, tout en incluant une perte de -0,6 M€ de la joint-venture coréenne, -0,7 M€ d'impôt sur les sociétés et d'une légère augmentation des frais financiers de 0,2 M€.

Informations par zone géographique

Valtech est présente dans 8 pays et sur 3 continents, via 14 bureaux. La société est présente en France, Danemark, Suède, Allemagne, Angleterre, Etats-Unis, Corée du Sud et Inde. Les principaux chiffres se répartissent comme suit (hors Corée du Sud qui est une joint-venture) :

Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique (en milliers d'euros)

Régions	2012	2011
France	33 709	34 393
Reste de l'Europe	57 461	43 082
Etats Unis et Asie	42 561	37 570
Total	133 731	115 045

La répartition géographique sera redéfinie en 2013, afin d'être plus conforme à son organisation opérationnelle : Europe du Nord (Suède, Danemark, Allemagne et Royaume Uni), Etats Unis, Europe du Sud (France, et Reste du Monde (y compris Inde)).

Les principales différences entre l'ancienne et la nouvelle répartition géographique du chiffre d'affaires sont les suivantes :

- La région Europe du Sud comprend les activités françaises, après exclusion des activités de holding de Valtech SA. Celles-ci sont désormais placées dans la catégorie « Eliminations intragroupe ».
- La région Europe du Nord regroupe la Suède et le reste de l'Europe dans l'ancien format.
- Les Etats-Unis sont isolés dans la région Amérique du Nord.
- Dans le nouveau format, nous communiquons le chiffre d'affaires des régions avec les tiers et les autres régions du groupe. Les revenus intragroupe sont éliminés dans la catégorie « Eliminations intragroupe ».

A titre d'information, les chiffres pour 2012 et 2011 se présentent de la façon suivante :

Régions	Chiffre d'affaires 2012 (en M€)			
	2012	2011	Variation	Variation à périmètre et change constants
Europe du Nord	57,8	43,3	33,50%	29,80%
Etats-Unis	38	32,1	18,50%	9,50%
Europe du Sud	35	34,5	1,50%	2,10%
Reste du monde	10,9	11,8	-7,50%	-2,10%
Eliminations intragroupe	-8,1	-6,6	ns	ns
Total Valtech	133,7	115	16,20%	12,80%

L'ensemble des entités de Valtech a été diversement affecté par le retournement conjoncturel fort qu'a subi le secteur en 2009. 2010 a été consacré à la stabilisation des opérations. 2011 a connu une forte croissance, et 2012 marque le retour à la rentabilité opérationnelle.

Europe du Nord (Suède, Danemark, Allemagne Royaume-Uni) (précédemment « le Reste de l'Europe »)

L'Europe du Nord représente 43,23% du Chiffre d'Affaires du groupe et affiche une croissance de près de 33,5% (29,8% à périmètre et change constants), conséquence de la bonne dynamique commerciale au Danemark et en Allemagne attribuable à l'accroissement de l'activité sur plusieurs clients majeurs avec des taux de marge opérationnelle en progression. La Suède et le Danemark, pure players du digital sur leurs marchés, poursuivent leur croissance soutenue et l'Angleterre et l'Allemagne ont significativement réorienté leurs activités sur ce segment de marché, ce qui s'est traduit par une nette amélioration de leurs performances commerciales et une meilleure rentabilité.

Europe du Nord (M€)	2012	2011	Variation	S2 2012	S1 2012	Variation
Chiffre d'affaires	57,8	43,3	33,60%	29,7	28,1	5,50%
EBITDA ajusté	4	1,7		2,4	1,5	
Marge d'EBITDA ajusté	6,90%	3,90%		8,20%	5,50%	
EBITDA	4,6	1,7		3	1,5	
Collaborateurs (fin de pér	393	344	14,20%			

Les Etats-Unis et l'Asie représentent 36,57% du Chiffre d'Affaires du groupe, contre 33% en 2011.

Cette zone sera désormais divisée en deux zones :

Etats-Unis

Les Etats-Unis ont enregistré une croissance de 18,5% (9,5% à changes constant) par rapport à l'année 2011. Cette progression est le résultat des importants investissements commerciaux et marketing réalisés qui ont permis d'initier de nouvelles relations commerciales avec plusieurs comptes internationaux pour lesquels les cycles de vente sont plus longs. Ces investissements continus ainsi que ceux menés dans le digital, notamment sur le plan humain, ont pénalisé momentanément la rentabilité.

Etats-Unis (M€)	2012	2011	Variation	S2 2012	S1 2012	Variation
Chiffre d'affaires	38	32,1	18,50%	19,9	18,1	9,70%
EBITDA ajusté	-2,9	-2,2		-1,6	-1,3	
Marge d'EBITDA ajusté	-7,60%	-6,70%		-7,90%	-7,30%	
EBITDA	-3,3	-2,2		-1,9	-1,3	
Collaborateurs (fin de pér	311	270	15,20%			

Reste du monde

Reste du monde (M€)	2012	2011	Variation	S2 2012	S1 2012	Variation
Chiffre d'affaires	10,9	11,8	-7,50%	5,7	5,2	10,10%
EBITDA ajusté	1,3	1,4		1	0,3	
Marge d'EBITDA ajusté	11,90%	11,70%		17,00%	6,30%	
EBITDA	1,3	1,4		1	0,3	
Collaborateurs (fin de pér	563	604	-6,80%			

Le chiffre d'affaires du Reste du monde (principalement l'Inde) est en repli de 7,5% (-2,1% à change

constant), principalement en raison de fluctuations défavorables des changes devises contre euro.

Europe du Sud (France)

L'Europe du Sud a enregistré une croissance modeste de 1,5% de son chiffre d'affaires. L'activité en France a été particulièrement pénalisée par la situation économique et politique instable dans le pays, ce qui s'est traduit par des reports ou annulations de projets. La réorganisation des activités qui a débuté au 4ème trimestre devrait porter ses fruits au cours des prochains mois.

Elle représente 26,18% du Chiffre d'Affaires du groupe. Cette part est en net recul par rapport à 2011 et 2010 où elle s'établissait à 30% et 43% respectivement, ce qui démontre le succès de la stratégie de diversification internationale du groupe (avec le rachat d'Adea, présente aux Etats-Unis et en Inde et de H2O, basée en Allemagne).

Europe du Sud (M€)	2012	2011	Variation	S2 2012	S1 2012	Variation
Chiffre d'affaires	35	34,5	1,50%	17,6	17,7	-0,40%
EBITDA ajusté	-0,6	-0,1		0,1	-0,7	
Marge d'EBITDA ajusté	-1,80%	-0,40%		0,50%	-4,00%	
EBITDA	-0,6	-0,5		0,1	-0,7	
Collaborateurs (fin de péri	298	340	-12,40%			

Eliminations intragroupe

Eliminations intragroupe (M€)	2012	2011	Variation	S2 2012	S1 2012	Variation
Chiffre d'affaires	-8,1	-6,6	21,30%	-4,5	-3,6	31,00%
EBITDA ajusté	0,9	-1,3		0,7	0,2	
EBITDA	0,6	-2,3		0,7	-0,1	

Le chiffre d'affaires est constitué de l'élimination des revenus intragroupes. L'amélioration de l'EBITDA ajusté est le reflet notamment la baisse des coûts centraux de structure du groupe.

PERSPECTIVES A MOYEN TERME

Valtech entend poursuivre sa croissance et l'amélioration de sa rentabilité en 2013 et bénéficier de la profonde transformation que le marketing digital apporte dans les business modèles de ses clients et leurs organisations. Même si la conjoncture économique demeure complexe, nous sommes confiants dans la poursuite, lors de ce nouvel exercice 2013, de notre croissance organique et de l'amélioration de nos performances opérationnelles.

2. FACTEURS DE RISQUES

RISQUE DE LIQUIDITE

Le financement du groupe au 31 décembre 2012 repose sur principalement sur deux lignes de financement.

1°) Une ligne de mobilisation de créances de 4 millions d'euros conclue par Valtech SA. Ce contrat transfert à l'établissement financier tous les risques inhérents au recouvrement des créances.

2°) Un emprunt bancaire aux Etats Unis court terme pour un montant de 5.642 milliers d'euros, devenu exigible immédiatement et dont les principaux termes et conditions du renouvellement ont fait l'objet d'un accord écrit. .

Au 31 décembre 2012, le groupe disposait de lignes de crédit non utilisées pour un montant total de 2.867 milliers d'euros.

Il n'existe à ce jour aucun élément qui pourrait indiquer que le groupe ne dispose pas des moyens de financement nécessaire à son activité.

Le groupe procède chaque mois à une revue des prévisions de cash-flow à un horizon de 6 mois. Le résultat de cette revue est un élément du rapport interne examiné par la direction générale de Valtech.

RISQUE DE TAUX D'INTERETS

L'ensemble des financements du groupe Valtech sont des financements court terme indexés sur des taux court terme spécifiques à chaque pays. Le groupe Valtech encourt donc un risque de variation de taux en fonction des évolutions de chaque indice pour la partie tirée des lignes de crédits tel que détaillé ici.

	31-déc.-12	31-déc.-11	31-déc.-10
Dettes libellées en euros	2 394	8 525	1 159
Dettes libellées en livres sterlings	604	269	363
Dettes libellées en dollars US	6 401	4 776	3 805
Dettes libellées en Roupie indienne	-	-	-
Dettes libellées en Couronnes danoises	-	-	-
Dettes libellées en Couronnes Suédoises	-	-	(3)
Dettes financières totales	9 399	13 570	5 324

Une variation de 1% des indices à la hausse aurait un impact négatif de 95 milliers d'euros sur le résultat net avant impôt du groupe Valtech.

Le groupe n'a pas mis de couverture de taux en place.

L'ensemble des cautions bancaires de Valtech sont des cautions bancaires indexées sur des taux fixe spécifique à chaque pays. Le risque de taux est donc nul pour ces engagements.

RISQUE DE CHANGE

Le montant total des actifs libellés en devises autres que la monnaie du groupe (USD, GBP, SEK, DKK, INR) relatif aux sociétés situées dans la zone hors euro est synthétisé dans le tableau ci-après. Ces montants ne font pas l'objet d'une politique de couverture.

Sur l'exercice 2012, la variation des écarts de conversion comptabilisés en capitaux propres consolidés sur les actifs nets exposés au risque de change est de 3 milliers d'euros.

Répartition par devise en milliers d'euros	EUR	USD	INR	SEK	DKK	GBP	AUTRES	TOTAL
au 31/12/2012								
Actif	25 411	19 376	5 419	9 877	5 079	4 337	105	69 606
Passif hors capitaux propres	18 886	9 592	2 061	6 409	2 453	2 933	-	42 334
Position nette avant couverture (en euros)	6 526	9 784	3 359	3 468	2 626	1 404	105	27 272
Couverture	-	-	-	-	-	-	-	-
Position nette après couverture (en euros)	6 526	9 784	3 359	3 468	2 626	1 404	105	27 272

Le groupe est principalement exposé à l'USD. Une appréciation de 10% de l'USD entraînerait une augmentation de l'actif net converti en euro d'environ 978 milliers d'euros. Une dépréciation de 10% de l'USD entraînerait une diminution de l'actif net converti en euro d'environ 978 milliers d'euros.

ASSURANCES

Valtech a souscrit une assurance groupe, complétée, le cas échéant par des polices dans chacune de ses filiales des assurances pour couvrir les risques suivants :

1. assurances des personnes employées pendant leur activité professionnelle,
2. assurance des locaux et matériels utilisés,
3. assurances des véhicules de la société utilisés par les employés,
4. assurances en responsabilité civile pour les conséquences de malfaçon sur les systèmes informatiques auxquels Valtech contribue,
5. assurances des dirigeants de chaque filiale.

Le montant total des primes d'assurance pour l'exercice 2012 est de 282 573,96 euros. Les couvertures d'assurance suivantes étaient en vigueur au 31 décembre 2012 :

	Responsabilité Civile (4.)	Assurances multi-risques (incluant les risques 1,2, et 3, ci-dessus)	Responsabilité civile des mandataires sociaux (5.)
FRANCE (Euro) Montant de la couverture	Assurance Groupe (Gras Savoye) 10 M€	Assurance Groupe (Gras Savoye) 10 M€	Assurance Groupe (Gras Savoye)
ROYAUME UNI (GBP) Montant de la couverture	Assurance Groupe (Gras Savoye) 10 M€ (pour la fraction au dessus de l'assurance locale)	Assurance locale	Assurance Groupe (Gras Savoye)
ETATS-UNIS (USD) Montant de la couverture	Assurance Groupe (Gras Savoye) 10 M€ (pour la fraction au dessus de l'assurance locale)	Assurance locale	Assurance Groupe (Gras Savoye)
SUEDE VALTECH AB (Euro) Montant de la couverture	Assurance Groupe (Gras Savoye) 10 M€		Assurance Groupe (Gras Savoye)
DANEMARK (DKK) Montant de la couverture	Assurance Groupe (Gras Savoye) 10 M€	Assurance Groupe (Gras Savoye) 10 M€	Assurance Groupe (Gras Savoye)
INDE (Euro) Valtech India Systems Private (VLS)	Assurance Groupe (Gras Savoye) 10 M€ (pour la fraction au dessus de l'assurance locale)	Assurance locale	Assurance Groupe (Gras Savoye)
Valtech India Software Service Private (VSSL) Montant de la couverture	Assurance Groupe (Gras Savoye) 10 M€ (pour la fraction au dessus de l'assurance locale)	Assurance locale	Assurance Groupe (Gras Savoye)
ALLEMAGNE (Euro) Montant de la couverture	Assurance Groupe (Gras Savoye) 10 M€ (pour la fraction au dessus de l'assurance locale)	Assurance locale	Assurance Groupe (Gras Savoye) (avec un régime distinct lié aux franchises applicables selon le droit allemand)

La société Valtech est soumise à un certain nombre d'obligations de confidentialité dans de nombreux territoires où elle exerce ses activités. Le Conseil d'administration considère que donner davantage de détails sur le coût financier et les niveaux de couverture en place dans chaque pays reviendrait à communiquer des informations sur lesquelles elle a un engagement de confidentialité ou pour lesquelles il n'est pas souhaitable que cette information soit divulguée. Valtech estime que les assurances souscrites dans chacune de ses filiales lui donnent une bonne couverture des risques de sinistres éventuels. Les consultants de Valtech effectuent l'essentiel de leurs tâches dans les locaux des clients et il a été estimé qu'aucun sinistre (feu, explosion, etc.) dans un des bureaux de Valtech ne pourrait entraîner une perte de chiffre d'affaires supérieure à 1 % du chiffre d'affaires mensuel du Groupe. Un tel sinistre ne saurait par ailleurs se prolonger au-delà d'une durée d'un mois. Ainsi, à l'exception du Royaume-Uni où Valtech exerce son activité au sein de la City à Londres, les activités de Valtech n'ont souscrit aucune assurance relative à une interruption d'activité prolongée.

RISQUES OPERATIONNELS

Risques liés au personnel

Les tensions sur le marché du recrutement de profils technologiques et marketing web sont très fortes. En effet, les besoins en main d'œuvre qualifiée et experte sur ces métiers ayant continué à progresser ces dernières années, le pouvoir d'attraction de talents est essentiel. La capacité du groupe à maintenir sa

position de marché et à croître dépend pour une large part de sa capacité :

- à disposer en permanence d'une équipe de collaborateurs hautement qualifiés possédant les compétences et l'expérience nécessaires,
- à adapter ses ressources au niveau de demandes de ses clients, celle-ci pouvant être soit en augmentation soit en diminution.

Le Groupe a donc mis en place localement, dans chaque entité, une gestion fine des ressources. Néanmoins si le groupe Valtech devait faire face à des difficultés de recrutement ou à l'impossibilité d'aligner le volume de ses équipes à son volume d'activité, cela pourrait le cas échéant affecter les performances financières du groupe.

Le Groupe Valtech porte une grande attention à la communication interne, à la diversité, à l'égalité des chances et aux conditions de travail. Chaque entité du groupe Valtech développe des initiatives spécifiques dans ces différents domaines.

Par ailleurs, la tension sur les salaires en découlant, le Groupe Valtech pourrait ne pas être en mesure de répercuter immédiatement dans sa tarification les hausses salariales qu'il serait amené à consentir pour garder ses meilleurs potentiels. En conséquence, l'activité du Groupe pourrait se voir dégradée, comme ses résultats futurs.

Enfin, les réglementations de l'emploi étant très strictes notamment en France, le manque de flexibilité lié à la gestion des ressources humaines en cas de baisse d'activité pourrait peser sur le taux d'occupation de ces mêmes ressources et par conséquent, il existe un risque de réduction du résultat net.

Risque lié à la clientèle

Le groupe Valtech est référencé chez un grand nombre de clients, répartis dans plusieurs pays et dans plusieurs secteurs d'activité. Les clients du groupe Valtech sont constitués essentiellement de grands comptes locaux ou mondiaux. Le groupe Valtech réalise 30,16% de son chiffre d'affaire avec une dizaine de client. Le premier client représente **7,81 %** du chiffre d'affaires groupe.

Compte tenu de la dispersion de son portefeuille client, le groupe Valtech estime le risque lié à sa dépendance vis-à-vis de clients comme faible.

Risque lié au risque crédit client

Le risque sur les créances clients est mesuré régulièrement. Les facturations sont établies généralement après acceptation des clients et sur base de contrat ou bons de commande. Une procédure de suivi et de relance des créances clients est mise en place localement dans chaque entité pour accélérer le recouvrement.

Au cours de l'exercice 2012, certaines activités de nos clients ont été impactées par l'environnement économique actuel (restructuration et difficulté d'accès au financement), entraînant une hausse du risque. Au cours de l'exercice 2012, 680 milliers d'euros de provision pour dépréciation clients ont été enregistrées. Cette situation a entraîné un renforcement du contrôle du risque client et des procédures afférentes.

Risques liés à la concurrence

De par son positionnement sur le marché du digital, le Groupe Valtech subit la concurrence d'un très grand nombre d'acteurs. Les concurrents de Valtech sont de toutes tailles et de différents types, allant de grands groupes internationaux aux petites agences opérant sur des marchés de niche ou des marchés très localisés.

Valtech doit affronter la concurrence des sociétés d'intégration de systèmes venues des services informatiques, la concurrence des agences de communication traditionnelles spécialisées dans la communication et la publicité ainsi que la concurrence des agences de marketing interactif. Le Groupe Valtech développe néanmoins des avantages concurrentiels forts à travers son expertise technologique qui est clé dans les projets digitaux, sa maîtrise des problématiques digitales et sa capacité à gérer des projets en mode agile.

Risques liés à la conjoncture économique

Le marché du digital dépend de l'évolution du marché de la publicité en ligne et du développement des usages numériques dans le grand public. Ce secteur est sensible à la variation d'activité des annonceurs et à la réduction de leurs investissements marketing. Les périodes de récession peuvent s'avérer plus marquées dans le secteur du marketing et de la communication parce qu'une partie des entreprises réagissent à un ralentissement de l'activité économique en réduisant ces budgets pour préserver leurs objectifs de rentabilité.

Sur l'autre pan de son activité historique, les métiers des services informatiques, le Groupe Valtech reste également tributaire de l'évolution des budgets des directions informatiques qui sont eux-mêmes liés de manière procyclique à la conjoncture économique générale.

C'est pourquoi les perspectives commerciales, la situation financière et le compte de résultat de Valtech pourraient être sensiblement affectés par une conjoncture économique défavorable.

Par ailleurs, l'incertitude actuelle et persistante sur l'activité économique mondiale se traduit par un rallongement des cycles de décision chez les clients grands comptes.

Risques liés aux départs de personnes clés

L'activité du Groupe est fortement tributaire de ses dirigeants et ses collaborateurs clés. Le secteur du conseil technologique et du marketing web se caractérise par la grande mobilité de ses professionnels. Si le Groupe perdait le concours de certains dirigeants et collaborateurs, cela pourrait nuire à ses activités et ses résultats.

La récente OPA et la reprise de l'entreprise par une nouvelle équipe dirigeante n'ont pas vu pour le moment de départ de managers clés, en particulier des managers des entités opérationnelles, mais le risque demeure. La Direction du Groupe s'attache donc à poursuivre la mise en place d'une organisation visant à fidéliser les principaux managers et de favoriser l'éclosion de talents de futurs managers.

La direction des ressources humaines s'attache à mettre en place un suivi de l'attraction et la rétention des talents, ainsi que sur les risques associés à la perte éventuelle de dirigeants clés.

Risques liés à la politique de croissance externe

Le Groupe Valtech a réalisé 8 opérations de croissance externe depuis sa création en 1992 jusqu'à 2008,

aucune en 2009, une en décembre 2010 et une en juillet 2011. Aucune opération de croissance externe n'est intervenue en 2012.

Un des volets de la stratégie du Groupe Valtech consiste à compléter le portefeuille d'offres et de compétences existant pour construire une agence intégrée de marketing digital. Cette stratégie s'appuie à la fois sur de la croissance organique et de la croissance externe à travers d'acquisitions et prises de participations stratégiques à l'international.

Le risque intervient dès l'amont dans la phase d'identification de cibles à acquérir et dans l'appréciation des risques liés à une opération d'acquisition qui peut s'avérer erronée. L'intégration d'une société acquise peut s'avérer difficile et ne pas produire toutes les synergies ou délivrer tous les bénéfices attendus originellement.

Lorsque Valtech effectue une acquisition, elle est exposée à trois types de risques : (1) un risque lié au financement de l'acquisition, où des compléments de prix d'acquisition pourraient excéder les montants provisionnés et dont le financement était préalablement sécurisé ; (2) un risque lié à l'activité économique de la société acquise à savoir la perte d'un ou plusieurs clients ; (3) un risque lié au départ des personnes clés qui portaient la valeur de la société acquise.

1. Il n'y a pas de risque lié à des compléments de prix qui n'ont pas été provisionnés.
2. Risque lié à l'activité économique : en juillet 2011 la société H2O a été acquise par Valtech. Début 2012, le Groupe a été affecté par la perte d'un client historique important d'H2O, ce qui a entraîné un impact négatif direct sur la marge brute de l'entité.
3. Les personnes clés : pas d'événement significatif présentant un risque pour le Groupe.

Risques liés aux fournisseurs et sous-traitants

Valtech fait ponctuellement appel à des sous-traitants lorsque les prestations vendues aux clients requièrent une compétence qui n'existe pas ou n'est pas disponible en interne. Par ailleurs, Valtech travaille en étroite collaboration avec un écosystème de partenaires de toutes tailles qui lui permet de répondre rapidement à tout type de problématique digitale chez ses clients. Le coût de cette sous-traitance reste maîtrisé, ramené au chiffre d'affaires du Groupe (18%) en 2012 contre (16%) en 2011, ce qui fait que Valtech est relativement faiblement exposé, d'autant plus que la société applique des processus de suivi des sous-traitants équivalents à ceux applicables aux collaborateurs en interne.

La forte croissance de l'activité en 2012 a en effet nécessité un appel plus important à la sous-traitance afin de permettre au Groupe de livrer ses prestations et projets à ses clients. L'impact à court terme d'un taux d'utilisation de sous-traitant supérieur à 10% est une baisse de la marge brute du Groupe.

L'objectif à moyen long terme est de maintenir un taux de sous-traitance d'environ 12%.

Valtech n'a pas de fournisseur dont l'importance soit significative et il n'existe aucune dépendance de prix ou de ressources vis-à-vis d'un quelconque fournisseur. Valtech estime pouvoir se fournir rapidement auprès d'autres fournisseurs pour des produits, prix et qualités équivalents.

Risques liés au niveau d'activité

Il ne peut être exclu que certaines activités des clients du Groupe puissent être impactées par l'environnement économique actuel, ce qui pourrait entraîner, dans cette hypothèse, une hausse du risque.

Par ailleurs le Groupe peut être amené à cautionner des garanties de performances émises par des compagnies d'assurance. Cela est notamment le cas pour les marchés américains avec des clients « gouvernementaux » (administration publique). Ainsi, une « Performance Bond » a été accordée en 2012, dont le montant était limité.

Risque contractuel

Le groupe Valtech, dans le cadre de ses activités est amené à travailler avec ses clients soit en prestation en régie soit en prestations au forfait.

Dans le cadre des prestations en régie celles-ci sont encadrées soit par des bons de commande à durée limitée, inscrits ou non dans un contrat cadre, soit par un contrat. Les conditions de renouvellement ne sont pas formellement approuvées, constituant un risque de volatilité dans le volume d'activité pouvant affecter les performances du groupe.

Dans le cadre des prestations au forfait celle-ci sont régies soit par des contrats, soit par des bons de commandes à durée limitée. Par essence ces prestations ne sont pas reconductibles.

Les engagements à l'égard des clients sont validés par les directeurs généraux des différentes sociétés et les directeurs des opérations groupe. Malgré ce processus il peut s'avérer que la difficulté d'exécution de la prestation ait été sous estimée et donc que son coût ait été sous évalué. Il peut en résulter des dépassements de dépenses non couverts par des recettes.

Par ailleurs le groupe peut être amené à accepter des garanties de performances (à travers des garanties bancaires ou non). Le montant de ces garanties n'est pas systématiquement limité en valeur.

3. RESPONSABILITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

Le présent rapport a été établi sur la base consolidée des données adressées par les différentes filiales de Valtech sur les 42 thématiques répertoriées par le Décret du 24 avril 2012 relatif aux obligations de transparence des entreprises en matière sociale et environnementale, à l'exception des filiales américaines. En effet, celles-ci sont en cours de transition d'outils informatiques de reporting et n'ont par conséquent pas été en mesure de répondre à l'ensemble des demandes adressées.

Parallèlement, un travail de fond a été initié afin de déterminer les indicateurs les plus pertinents pour chaque thématique prévue par le Décret précité, afin de constituer un socle de données mesurables, fiables, vérifiables et comparables pour les années à venir.

Ce processus sera progressivement mis en œuvre au cours de l'année 2013.

INFORMATIONS SOCIALES

Les tensions sur le marché du recrutement de profils technologiques et marketing web sont très fortes. En effet, les besoins en main d'œuvre qualifiée et experte sur ces métiers ont continué à progresser ces dernières années. Le pouvoir d'attraction de talents reste essentiel. La capacité du groupe à maintenir sa position de marché et à croître dépend pour une large part de sa capacité :

- à disposer en permanence d'une équipe de collaborateurs hautement qualifiés possédant les compétences et l'expérience nécessaires,

- à adapter ses ressources au niveau de demandes de ses clients, celle-ci pouvant être soit en augmentation soit en diminution.

Le Groupe Valtech porte une grande attention à la communication interne, à la diversité, à l'égalité des chances et aux conditions de travail. Chaque entité du groupe Valtech développe des initiatives spécifiques dans ces différents domaines.

L'emploi

Répartition du personnel par région, sexe et âge

Effectif global et répartition facturable/non facturable

Au 31 décembre 2012, le Groupe employait 1537 salariés, contre 1 558 au 31 décembre 2011, soit une diminution du nombre de salariés de 1,35% au cours de l'année 2012.

Les effectifs du « personnel facturable » ont baissé moins rapidement (-1,20%) que ceux du personnel non facturable (-2,21%).

Nombre de personnes	31-déc.-12		31-déc.-11		31-déc.-10	
	Facturable	Non facturable	Facturable	Non facturable	Facturable	Non facturable
France	232	66	274	66	171	55
Etats-Unis	266	45	227	43	177	39
Europe hors France	320	73	284	60	229	50
Inde	505	58	547	57	531	62
Total	1 323	242	1 332	226	1 108	206

Répartition Hommes/Femmes

Nombre de personnes	31-déc.-12	
	Hommes	Femmes
France	220	78
Europe hors France	300	93
Inde	428	135
Total	948	306

Soit, 24,40% de femmes au sein du Groupe

Traditionnellement, les métiers dans le domaine informatique sont plus masculins que féminins. Toutefois, ce pourcentage est très légèrement inférieur à celui figurant dans l'étude Syntec "Présentation des indicateurs 2011 "Femmes du Numérique" publiée en mars 2012, qui indiquait une moyenne de 25% de femmes dans les effectifs.

Répartition des salariés par tranche d'âge

Age	< 20 ans	entre 20 et 30 ans	entre 30 et 40 ans	entre 40 et 50 ans	> 50 ans
France	0	88	142	59	9
Europe hors France	0	99	182	102	10
Inde	0	252	270	34	7
	0	439	594	195	26

Le personnel de Valtech est jeune. Sur le périmètre observé, 35,01% des effectifs a entre 20 et 30 ans, et 47,37% entre 40 et 50 ans, soit, ensemble 83,38%. En Inde, ce dernier chiffre s'élève à 92,72%.

Embauches et licenciements

La tension sur le marché du travail dans le secteur informatique induit un turnover important

	Embauches	Licenciements
France	75	5
Europe Hors France	72	19
Inde	124	0
TOTAL	271	24

Rémunération et évolution

Compte tenu des tensions sur le marché du travail évoqués ci-dessus sur le secteur dans lequel opère Valtech, ces informations sont considérées comme strictement confidentielles et ne peuvent être révélées au marché, si ce n'est celles concernant les dirigeants et les rémunérations les plus importantes.

L'organisation du travail

Organisation du temps de travail

L'organisation du travail varie légèrement d'un pays à l'autre.

La semaine de travail est généralement de 40 heures par semaine.

En France, un accord RTT a été signé en décembre 1999. 80% des effectifs se voit appliquer un forfait de 218 jours annuel.

Deux pays ont prévu des horaires flexibles :

- la France : il n'y a pas d'horaire fixe, mais une présence obligatoire de 10h à 16h est prévue ;
- L'Inde : des horaires fixes sont prévus, mais il est possible pour les salariés d'opter pour des horaires flexibles : leur présence est alors obligatoire uniquement de 12h à 16h.

Absentéisme

Les absences dites de longue durée sont celles supérieures à 90 jours.

	Absence Maladie longue durée (jours)	Absence Maladie courte durée (jours)	Congé Maternité + Paternité	
			Nombre de personnes concernées	Nombre de jours
France	0	1136	25	550
Europe Hors France	159	2004	86	4369
Inde	274	205	28	523
TOTAL	433	3345	139	5442

Ces informations étant consolidées pour la première fois, il a été décidé que l'indicateur pertinent

pour les années à venir serait probablement le nombre de jours d'absence pour cause de maladie rapporté à l'effectif.

	Nombre de jours de maladie/effectif
France	3,81
Europe Hors	
France	5,50
Inde	0,85
Total	2,99

Les relations sociales

Organisation du dialogue social, notamment les procédures d'information et de consultation du personnel et de négociation

En France

Les relations sociales, notamment l'organisation du dialogue sociale, sont, en France, organisées autour du CHSCT, des Délégués du Personnel, et des Comités d'établissement.

- Le CHSCT de Paris est composé de 2 membres qui se réunissent tous les trimestres avec le représentant de la médecine du travail. L'inspecteur du travail est systématiquement convoqué aussi.
- Les Délégués du Personnel : des élections ont été menées en 2010 à Paris et en 2011 à Toulouse, les élections ont eu lieu en 2011.

Ainsi, l'on compte 3 Délégués du Personnel titulaires et 2 suppléants.

- Les Comités d'établissement

Valtech SA compte 2 comités d'établissement, 1 pour l'établissement de Toulouse et 1 sur l'établissement de Paris.

Les élections ont eu lieu en 2010 avec une élection partielle en 2012 pour Paris et en 2011 pour Toulouse.

Le comité d'établissement de Toulouse est composé de 3 titulaires et 2 suppléants. Celui de Paris compte 2 titulaires.

Les membres de chaque comité d'établissement ont une réunion mensuelle avec la direction et un membre des Ressources Humaines.

Avant chaque consultation, une liste de questions/thèmes à aborder est inscrite à l'ordre du jour. Le comité d'établissement et la direction échangent sur cette liste lors de la réunion. Les thèmes obligatoires comme la formation, l'accord senior, l'égalité H/F sont eux aussi abordés à des moments spécifiques de l'année.

- Un comité central d'entreprise a été constitué en 2013. Il est composé de 2 titulaires et 2 suppléants. La première réunion se tiendra le 2 avril 2013. Les deux titulaires assistent aux réunions du Conseil d'administration.

Dans les filiales

Aucune représentation des salariés n'existe dans les autres filiales de Valtech, à l'exception d'un salarié « Line Manger » en Grande Bretagne.

Le bilan des accords collectifs

La majorité des accords collectifs proprement dits concernent la France.

Un Accord Senior signé en janvier 2010 doit être renégocié en 2013 avec la direction et les comités d'établissement. De nouvelles négociations seront menées avant la fin du 1er trimestre. Pour ce faire, Valtech SA demeure en l'attente du nouveau décret gouvernemental portant sur le contrat InterGénération.

Le Plan d'Actions Egalité Hommes/Femmes doit être remis à jour pour prendre en compte le nouveau décret n°2012-1408 du 18/12/12. Il sera revu en mars 2013.

L'Accord Intéressement signé en 2009 a expiré en 2011 et n'a pas été reconduit.

L'Accord sur l'Aménagement et la Réduction du Temps de Travail a été signé le 14/01/2010 par Valtech et les organisations syndicales (CFDT et CFE-CGC) et est toujours en vigueur et appliqué par Valtech.

Par ailleurs, en Allemagne, les règles applicables concernant notamment la politique interne pour les heures supplémentaires, les déplacements, la structure de la partie variable des salaires sont inscrits dans deux documents, intitulés « Company rules » et « Salary Structure plan » ; le 1^{er} est signé par le salarié, et le second est mis à jour chaque année par la société.

Aucun accord collectif significatif n'a été signé dans les autres filiales du groupe. [La santé et la sécurité](#)

Les conditions de santé et de sécurité au travail

Valtech a à cœur d'offrir un lieu de travail sûr et sain à ses salariés.

La santé et la sécurité sont très importantes : l'objectif est de parvenir à un taux zéro d'accident.

Les accidents qui ont été répertoriés ne sont pas directement liés avec l'activité de la Société (cf 6.1.4.3).

Des mesures de prévention ont été prises pour éviter leur réitération, lorsque cela a été possible.

Le bilan des accords signés avec les organisation syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité au travail

Compte tenu du nombre quasi-inexistant concernant des accidents du travail ou des maladies professionnelles (aucune dans le groupe), aucun accord n'a été signé à ce sujet.

Les accidents du travail

Deux accidents du travail ont été constatés au sein de Valtech SA , l'un en 2011 et l'autre en 2012. Ils sont tous deux liés à des éléments externes à Valtech.

Ils ont entraîné 210,5 jours d'absence en 2012.

Aucun autre accident du travail ou maladie professionnelle n'a été constaté au sein du Groupe.

[La formation](#)

Les politiques mises en oeuvre en matière de formation

La formation fait partie de la politique de développement des salariés de Valtech. A ce titre, c'est un des domaines privilégiés abordés lors des entretiens d'évaluation annuels. Valtech

assure tout au long de l'année le développement personnel et professionnel de ses salariés par un plan de formation adapté aux besoins individuels.

Toutes les filiales adoptent des plans spécifiques à leur besoin, aux formations dont ils disposent dans le pays en question.

A titre d'exemple :

Valtech France dépasse le minimum obligatoire de 1,6% de la masse salariale. En effet, 2012, les dépenses de formation totalisaient 2% de la masse salariale.

De part son secteur d'activité et son positionnement, le plan de formation 2012 s'est articulé autour de 3 axes majeurs : Techniques, Gestion Projets/Management et Langues.

En Inde, des processus de certification ont été mis en place par les filiales. Les coûts correspondant sont remboursés aux salariés.

Nombre total d'heures de formation

	Suède	UK	France	Danemark	VSL	VSSL	Allemagne	TOTAL
Nombre d'heures de formation	4 551	712	2 169	2 550	2 178	5 947	4 020	22 127

L'égalité de traitement

Les mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes

Valtech France :

Un Plan d'Actions Egalité Hommes/Femmes a été signé en 2012 et doit être remis à jour pour prendre en compte le nouveau décret n°2012-1408 du 18/12/12. Il sera revu en avril 2013.

Deux objectifs ont été visés en 2012 suite à la mise en place de ce plan d'actions :

- accroître de 5% le nombre de recrutements féminins au sein de Valtech et
- inciter la prise du congé paternité.

A ce titre, l'on observe que courant 2012, 19 congés paternité ont été pris chez Valtech France.

En 2013, la mesure concernant la Rémunération, rendue obligatoire par le décret n°2012-1408, sera mise en place.

Une étude nationale concernant les rémunérations des Hommes et des Femmes de Valtech sera mise en place pour déterminer et gommer les écarts éventuels.

Valtech AB (Suède) a adopté un plan Egalité, obligatoire selon le droit suédois. Celui-ci détaille les mesures prises en faveur de l'égalité dans 6 domaines. Il est disponible sur demande (en suédois).

Les autres entités n'ont pas pris de mesures spécifiques en faveur de l'égalité homme/femme.

Les mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées.

Valtech France recourt régulièrement à des prestations avec des partenaires du secteur adapté (entretiens des plantes, recyclage des téléphones...).

Sur l'ensemble des annonces de recrutement de Valtech, la phrase suivante est indiquée :

« Nous plaçons la lutte contre les discriminations et la promotion de la diversité au centre de notre politique RH et favorisons l'égalité des chances en tenant compte dans nos recrutements de la diversité culturelle, ethnique, de la parité homme/femme et du handicap ».

Les autres entités du Groupe n'ont pas pris de mesures spécifiques en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées. La politique de lutte contre les discriminations

La politique de lutte contre les discriminations

- Valtech France : Un Accord Senior signé en janvier 2010 doit être renégocié avec la direction et les CE. De nouvelles négociations seront menées avant la fin du 1er trimestre. Pour ce faire, Valtech demeure en l'attente du nouveau décret gouvernemental portant sur le contrat InterGénération qui sera publié fin janvier.

Une douzaine d'entretiens de Seconde Partie de Carrière a été menée cette année pour les plus de 45 ans.

Ces entretiens ont permis d'identifier et de mettre en place des mesures pour permettre le maintien de la population senior de Valtech dans son effectif.

Valtech s'est engagé, à travers cet accord, à favoriser l'accès des seniors à la formation. De surcroît, il est proposé aux salariés de + de 50 ans d'exercer un rôle de tuteur.

- Valtech Ltd (UK) a mis en place une politique d'égalité des opportunités concernant ses employés, qui a précisément pour objectif d'assurer l'avancement des salariés sans distinction sur le sexe, le handicap, la race, la religion et les préférences sexuelles.

Toutes les filiales estiment que, en dépit de l'absence de politique spécifique sur ce sujet, aucune discrimination sur le handicap n'est observée, et qu'en tout état de cause, qu'une telle discrimination serait considérée comme inacceptable.

- Valtech AB (Suède) a, pour sa part, mis en œuvre un Plan Diversité qui traite des discriminations et comment cela peut être évité. Ce plan est disponible (en suédois).

Les autres entités du Groupe n'ont pas mis en place de politique spécifique de lutte contre les discriminations

La promotion et respect des stipulations des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail :

Le respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective

Valtech respecte strictement, dans chaque pays, la législation en matière de liberté d'association et de droit de négociation collective.

L'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession

Valtech France a décidé de prendre des mesures pour favoriser l'embauche de femmes, compte tenu du pourcentage important d'hommes parmi les consultants. De surcroît, une étude sera réalisée courant 2013 pour mesurer les écarts éventuels de salaires entre les hommes et les femmes.

Valtech Ltd (UK) a mis en place une politique d'égalité des opportunités concernant ses employés, qui a précisément pour objectif d'assurer l'avancement des salariés sans distinction par le sexe, le handicap, la race, la religion et les préférences sexuelles.

Valtech AB (Suède) a, pour sa part, mis en œuvre un Plan Diversité qui traite des discriminations et comment elle peuvent être évitées. Ce plan est disponible (en suédois).

Les autres entités du Groupe n'ont pas mis en place de politique spécifique de lutte contre les discriminations en matière d'emploi et de profession.

L'élimination du travail forcé ou obligatoire

Valtech n'a pas recours au travail forcé ou obligatoire. Dans ce contexte, aucune mesure n'est envisagée dans ce domaine.

L'abolition effective du travail des enfants

L'activité de Valtech sollicite des personnes ayant des qualifications élevées. La question du travail des enfants n'est pas une problématique à laquelle Valtech est confrontée.

D'ailleurs, aucun salarié chez Valtech Groupe n'a de moins de 20 ans.

INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

L'activité de Valtech n'est, en tant que telle, ni polluante, ni particulièrement consommatrice d'énergie ou de matières premières diverses. Elle ne génère pas non plus de déchet de façon significative.

Valtech, en tant que société citoyenne, se sent toutefois concernée par les problématiques environnementales, et a pris d'ores et déjà des mesures en ce domaine.

Toutefois, afin de prendre en considération ces facteurs environnementaux, elle souhaite, au cours de l'année 2013, réfléchir aux indicateurs, liés à son activité, qui pourraient être considérés comme pertinents et aux mesures appropriées qui pourraient soutenir une politique environnementale engagée.

Politique générale en matière environnementale

Organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales et, le cas échéant, les démarches d'évaluation ou de certification en matière environnement

Au regard de son faible impact environnemental, Valtech n'a pas à ce jour défini de responsabilité centrale relative à la coordination de sa gestion environnementale. Une réflexion est en cours qui pourrait aboutir à un rattachement au Secrétariat Général du groupe.

Valtech a décidé que les questions environnementales devront être prises en considération lors de choix de nouveaux locaux, qu'il s'agisse de (i) leur consommation énergétique et (ii) de leur emplacement et donc de leur facilité d'accès par des transports en commun.

Un reporting est en cours de mise en place afin de permettre la remontée d'informations fiables et harmonisées : ce processus devrait permettre le suivi des mesures qui seront décidées.

Les actions de formation et d'information des salariés menées en matière de protection de l'environnement

Aucune formation ou information des salariés relative à l'environnement n'est intervenue au cours de l'année 2012.

Il sera demandé à chaque pays de réfléchir à quelle formation ou information pourrait être utilement dispensée à ses salariés en la matière au cours des prochaines années.

Les moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions

L'activité de Valtech n'est pas susceptible d'engendrer des risques environnementaux ou des pollutions si ce n'est la question des déchets évoquée ci-dessous.

Le montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement, sous réserve que cette information ne soit de nature à causer un préjudice sérieux à la société dans un litige en cours.

Aucune provision pour risques en matière d'environnement n'a été passée dans les comptes de Valtech, ce risque étant inexistant pour Valtech.

Pollution et gestion de déchets

Les mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement

L'activité de Valtech ne génère aucun rejet dans l'eau, l'air ou le sol susceptible d'affecter gravement l'environnement.

Les mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets

En France, deux mesures ont été prises concernant le recyclage des déchets :

1. une boîte est mise à la disposition des salariés pour recycler les piles usées ;
2. un contrat a été signé avec un prestataire pour l'enlèvement et le recyclage des serveurs, PC portables et fixes, batteries, téléphones portables, imprimantes et câbles.

Une réflexion à l'échelle du Groupe est en cours concernant :

- la consommation de papier, (impression limitée, réduction des imprimantes, impression recto-verso, impression sur le recto de feuilles déjà imprimées, et tri sélectif). Cette réflexion devrait aboutir à :
 - la décision de mesures concrètes ;
 - la détermination d'indicateurs (nombre d'imprimantes, consommation de papier (coût et quantité)
 - la mise en oeuvre de ces mesures dans les différentes filiales.
- Le recyclage des cartouches d'encre ;
- La demande, à l'ensemble des filiales, de souscrire à un contrat de recyclage similaire à celui signé avec APR2.

La prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité

La seule pollution sonore que Valtech pourrait produire est le bruit produit par les serveurs.

Ceux-ci sont placés dans des lieux spécifiques, extérieurs à l'entreprise et adaptés.

Utilisation durable des ressources

La consommation d'eau et l'approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales

La consommation d'eau est restreinte par la seule activité de bureaux. Par ailleurs, ceux-ci étant placés dans des grandes villes, aucune contrainte locale n'a été signalée.

Pour la plupart des locaux, la consommation d'eau propre à Valtech n'est pas connue. En effet, la consommation d'eau fait partie des charges locatives réparties par les bailleurs entre les locataires au

prorata des m2 occupés.

Valtech demandera à ses bailleurs, au cours de l'année 2013, s'il est possible de mesurer la consommation d'eau de Valtech afin de dégager un chiffre qui pourrait servir de référence pour les prochaines années.

La consommation de matières premières et les mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation

Valtech n'utilise quasiment aucune matière première si ce n'est pour son chauffage ou le papier.

Concernant le papier, l'on renvoie aux réflexions en cours annoncées au 6.2.2.2.

La consommation d'énergie, les mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables

Valtech n'est propriétaire d'aucun de ses bureaux. Par voie de conséquence, elle ne dispose d'aucune faculté pour recourir aux énergies renouvelables.

Les consommations d'énergie font partie des charges locatives réparties par les bailleurs entre les locataires au prorata des m2 occupés.

En France les serveurs sont hébergés dans un Datacenter. Les consommations d'énergie sont incluses dans le contrat de location.

Valtech demandera à ses bailleurs et prestataires de service, au cours de l'année 2013, s'il est possible de mesurer la consommation d'énergie de Valtech afin de dégager un chiffre qui pourrait servir de référence pour les prochaines années.

L'utilisation des sols

Valtech n'utilise aucun sol pour son activité si ce n'est l'emprise liée à ses bureaux.

Changement climatique

Les rejets de gaz à effet de serre

En l'absence de données sur les consommations d'énergie du Groupe, il n'a pas été possible de calculer les émissions de gaz à effet directs du Groupe cette année.

Afin d'attirer l'attention des personnes qui travaillent au sein de Valtech sur les rejets de gaz à effet de serre, il est envisagé de calculer, à partir de 2013, le nombre de km parcourus par avion par les différentes entités du Groupe. Ce chiffre permettrait d'établir un chiffre référent, permettant de mesurer son évolution annuelle.

L'adaptation aux conséquences du changement climatique

L'activité de Valtech ne justifie pas une adaptation particulière aux conséquences du changement climatique.

Protection de la Biodiversité : les mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité.

L'activité de Valtech ne dégrade pas directement la biodiversité. Nous étudierons en 2013 si l'installation dans des locaux respectant la biodiversité peut être un critère de choix (cas de l'installation dans des locaux récemment construits).

INFORMATIONS SOCIETALES

Impact territorial, économique et social de l'activité de la société

Les différentes entités du Groupe Valtech sont situées dans des grandes villes, comptant plusieurs millions d'habitants.

Le choix des implantations de Valtech est dicté par un souci de proximité avec ses clients, et afin de permettre aux salariés de disposer de transports en commun facilitant l'accès à leur lieu de travail.

Avec ses 1.537 salariés sur 7 pays, l'impact sociétal de Valtech est donc faible dans ce contexte.

En matière d'emploi et de développement régional :

Aucun

sur les populations riveraines ou locales

Aucun impact particulier ne peut être constaté ou mesuré, les quartiers dans lesquels les locaux sont implantés dans les grandes villes étant des quartiers comptant de nombreuses entreprises, ministères ou autres.

Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la société, notamment les associations d'insertion, les établissements d'enseignement, les associations de défense de l'environnement, les associations de consommateurs et les populations riveraines.

Valtech n'a pas de partenariat particulier avec les associations d'insertion, les établissements d'enseignement, les associations de défense de l'environnement, les associations de consommateurs et les populations riveraines.

Les conditions du dialogue avec ces personnes ou organisations :

Non applicable

Les actions de partenariat ou de mécénat

Aucune

Sous-traitance et fournisseurs

La prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux

L'essentiel des achats concerne le matériel informatique.

Les principaux fournisseurs de matériel sont labellisés sous la norme « Energy Star 5.2 », norme qui prend en compte l'impact des émissions des gaz à effet de serre.

Une réflexion concernant les enjeux sociaux de la politique d'achat, voire à terme la dimension environnementale sera menée au cours de l'année 2013.

L'importance de la sous-traitance et la prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale

La sous-traitance, pour Valtech, vise essentiellement des consultants supplémentaires qui sont engagés ponctuellement pour un projet urgent ou particulièrement important, ou encore requérant un savoir-faire spécifique, non disponible au sein de Valtech.

La sous-traitance, dans ces conditions, ne peut générer de responsabilité sociale et environnementale spécifique.

Nombre moyen de sous traitants (équivalent temps plein)	2012		2011		2010	
	Facturable	Non facturable	Facturable	Non facturable	Facturable	Non facturable
France	25	-	34	-	35	-
Etats-Unis	130	-	163	-	3	-
Europe hors France	46	4	39	-	22	-
Inde	8	-	35	-	3	-
Total	209	4	271	-	63	-

L'on constate en tout état de cause, une baisse en absolue de la sous-traitance de Valtech : celle-ci est passé de 271 au 31 décembre 2011 à 237 au 31 décembre 2012, soit une baisse de 12,55% en effectif.

Toutefois, la sous-traitance qui correspondait à un montant de 18,3 Millions d'euros de charge en 2011, a représenté une charge de 24,4 Millions d'euros en 2012, soit une progression de 33,33%.

Ramené au chiffre d'affaires du Groupe, le coût de la sous-traitance a atteint 18% du chiffre d'affaire en 2012 contre (16%) en 2011 et (11%) en 2010.

L'objectif à moyen terme est de maintenir ce taux à environ 12%.

Loyauté des pratiques

Les actions engagées pour prévenir la corruption

Compte-tenu de la nature de ses activités et de ses clients, Valtech n'est pas exposé au risque de corruption. Aucune remontée d'information n'est parvenue à Valtech à ce sujet.

Les mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs

Les produits et plateformes créés par Valtech n'ont pas d'impact sur la santé ou la sécurité des consommateurs.

Les autres actions engagées, au titre du présent 6.3 en faveur des droits de l'homme

Aucune.

4. INFORMATIONS STATUTAIRES SUR LES COMPTES SOCIAUX DE VALTECH SA

COMPTE DE RESULTAT SOCIAL

Les comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2012 de la société (entité consolidante du groupe, cotée sur Euronext, et

principale société opérationnelle française) se présentent comme suit :

Le chiffre d'affaires s'élève à 30 027 milliers d'euros contre 27 689 milliers d'euros en 2011 en augmentation de 8,4%.

Les charges d'exploitation s'élèvent à un montant de 35 655 milliers d'euros en 2012, en hausse de 6,7% par rapport à 2011 (33 412 milliers d'euros).

Le résultat d'exploitation représente une perte de – 771 milliers d'euros, contre une perte d'un montant de 1 890 milliers d'euros au 31 décembre 2011.

Le résultat financier est un gain de 130 milliers d'euros en 2012, contre un gain d'un montant de 3 124 milliers d'euros au 31 décembre 2011.

Les dividendes perçus des filiales s'élèvent à 994 milliers d'euros en 2012, contre 3 006 milliers d'euros en 2011.

Le résultat exceptionnel est un profit de 136 milliers d'euros en 2012, contre une perte de – 873 milliers d'euros au 31 décembre 2011.

Le résultat net de l'exercice 2012 représente donc une perte de 128 milliers d'euros, contre un bénéfice de 351 milliers d'euros en 2011.

SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2012

La situation nette au 31 décembre 2012 s'établit à 61 279 milliers d'euros, en progression de 4 372 milliers d'euros par rapport au 31 décembre 2011. Cette variation s'explique par le résultat de l'exercice pour un montant négatif de 128 milliers d'euros et par une augmentation de capital pour un montant total (capital social et prime d'émission) de 4 500 milliers d'euros souscrites intégralement par Verlinvest par compensation de créances.

Au 31 décembre 2012, la trésorerie nette de provisions pour dépréciation disponible de la société s'élève à 174 milliers d'euros contre 3 623 milliers d'euros au 31 décembre 2011.

Au 31 décembre 2012, la dette financière auprès des établissements de crédit est constituée d'une ligne de crédit court terme pour 1 648 milliers d'euros. Suite à la signature d'un nouveau contrat de mobilisation de créances sans recours contre la société, le montant du financement ainsi obtenu n'est plus comptabilisé en dette au bilan.

Au 31 décembre 2011, les dettes financières auprès des établissements de crédit s'élevaient à 1 088 milliers d'euros, et comprenait une ligne de crédit court terme et une ligne de mobilisation de créances

Au 31 décembre 2012, les dettes vis-à-vis des fournisseurs représentent un montant de 3 113 milliers d'euros, en diminution de 3 011 milliers d'euros par rapport au 31 décembre 2011.

Au 31 décembre 2012, ce solde de dettes fournisseurs de 3 113 milliers d'euros se répartit entre 1 147 milliers d'euros de factures reçues et 1 966 milliers d'euros de factures non parvenue.

(en milliers d'euros)	31/12/12	31/12/2011
non échues ou échues depuis moins de 30 jours	900	1 485
échues depuis plus de 30 jours et moins de 60 jours	5	1 038
échues depuis plus de 60 jours et moins de 90 jours	11	128
échues depuis plus de 90 jours		

	231	558
Total Dettes Fournisseurs (factures reçues)	1 147	3 209

Le solde des créances et des dettes vis-à-vis des filiales constitue au 31 décembre 2012 un solde créditeur de 9 291 milliers d'euros contre 2 120 milliers d'euros au 31 décembre 2011. L'augmentation s'explique principalement par l'évolution des créances auprès des filiales qui atteignent 8 345 milliers d'euros.

L'actif immobilisé net au 31 décembre 2012 s'élève à 61 036 milliers d'euros. Au 31 décembre 2011 il s'élevait à 58 375 milliers d'euros. Cet actif est essentiellement constitué des immobilisations financières pour 57 013 milliers d'euros dont 50 050 milliers d'euros pour les titres des filiales et 6 803 milliers d'euros de créances sur ces mêmes filiales.

Au 31 décembre 2012, le pôle d'intégration fiscale dont Valtech SA est la société tête de Groupe dispose de pertes reportables pour un montant total de 22 362 milliers d'euros auxquels s'ajoutent 16 189 milliers d'euros de déficits reportables antérieurs à la constitution du pôle d'intégration fiscale.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

La société a engagé des dépenses de recherche et développement pour un montant de 984 milliers d'euros. Ces dépenses ont permis à la société de bénéficier d'un crédit d'impôt recherche de 295 milliers d'euros.

Par ailleurs, un crédit d'impôt recherche supplémentaire a été comptabilisé en 2012 au titre de l'activité de recherche et développement de 2011 pour un montant de 146 milliers d'euros.

CHARGES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Le montant des charges non déductibles fiscalement s'élève à 755 milliers d'euros.

ACTIVITES DES FILIALES CONTROLEES

Le tableau suivant présente les principales données financières au 31 décembre 2012 des filiales du groupe.

milliers d'euros)	Pays	Capital	Capitaux propres	% de détention	Valeur brute des titres	Valeur nette des titres	Résultat 31/12/2012	Chiffre d'affaires 31/12/2012	Prêts	Garanties données	Dividendes reçus
-------------------	------	---------	------------------	----------------	-------------------------	-------------------------	---------------------	-------------------------------	-------	-------------------	------------------

ales consolidées par
égration globale

Valtech Ltd	Grande-Bretagne	172	997	100%	175	175	627	9 189		2 939	
-------------	-----------------	-----	-----	------	-----	-----	-----	-------	--	-------	--

Valtech AB	Suède	54	3 924	100%	17 490	17 490	1 198	22 541	(1 349)	994
Valtech A/S	Danemark	1 023	4 000	100%	41 693	10 909	478	11 223	(1 000)	
Valtech AG	Allemagne	1 575	713	100%	20 762	4 609	(30)	0	1 360	
Valtech Training	France	1 572	(475)	100%	1 596	1 596	(667)	5 544	595	
Valtech System Private Limited	Inde	1 221	1 051	100%	7 103	3 016	5 938	878		283
Valtech Technology Consulting	France	37	38	100%	37	37	(1)	0	(36)	
Valtech Solutions	Etats-Unis	12 135	4 249	100%	12 114	12 114	(4 755)	38 046		1 516

*Valtech consolidée par
se en équivalence*

Valtech Korea JV	Corée du Sud	3 192	(84)	51%	2 674	663	(1 122)	7 182		
------------------	--------------	-------	------	-----	-------	-----	---------	-------	--	--

PRISES DE PARTICIPATIONS ET CONTROLES

Il n'y a eu aucune prise de participation ou de contrôle au cours de l'exercice.

DIVIDENDES VERSEES AU COURS DES EXERCICES PRECEDENTS

La société n'a pas versé de dividendes au cours des trois derniers exercices.

AFFECTATION DU RESULTAT

Le Conseil d'administration propose d'affecter le résultat de l'exercice de la société Valtech SA, une perte de 128 milliers d'euros, au report à nouveau qui sera ainsi porté de – 16 857 062 euros à – 16 984 782 euros.

PERSPECTIVES 2013 ET A MOYEN TERME

Valtech entend poursuivre sa croissance et l'amélioration de sa rentabilité en 2013 et bénéficier de la profonde transformation que le marketing digital apporte dans les business modèles de ses clients et leurs organisations. Même si la conjoncture économique demeure complexe, nous sommes confiants dans la poursuite, lors de ce nouvel exercice 2013, de notre croissance organique et de l'amélioration de nos performances opérationnelles.

RESULTAT DES 5 ANNEES PRECEDENTES

Nature des Indications / Période Chiffres en euros	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008
Durée de l'exercice	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
Capital social	2 570 464	2 343 383	2 346 636	1 351 535	1 351 535
Nombre d'actions émises	169 793 551	154 793 551	155 008 451	88 453 358	88 453 458
Nombre d'obligations convertibles en actions	0	-	-	-	-
Chiffre d'affaires hors taxes	30 227 424	27 689 427	25 424 736	26 431 458	32 974 797
Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	1 403 107	593 014	- 22 774 144	- 818 334	2 275 984
Impôt sur les bénéfices	-377 723	10 689	24 442	- 2 217 135	- 98 490
Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	1 780 830	582 325	- 22 749 702	730 347	2 374 474
Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	- 127 720	350 785	- 12 761 640	- 969 555	6 028 048
Montants des bénéfices distribués	-	-	-	-	-
Participation des salariés	-	-	-	-	-
Bénéfice après impôt, mais avant amortissements, par action	0,01	0,004	- 0,147	0,008	0,026
Bénéfice après impôt, amortissements provisions, par action	-0,01	0,002	- 0,082	- 0,010	0,068
Dividende versé à chaque action	-	-	-	-	-
Nombre de salariés	268	264	172	210	219
Montant de la masse salariale	14 538 237	12 324 950	11 531 960	11 900 081	12 518 287
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	6 179 144	5 697 214	5 480 550	5 608 384	5 696 031

5. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE CONTROLE

1. COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 31 DECEMBRE 2012

Valtech SA est une société anonyme à Conseil d'Administration.

Au 31 décembre 2012 le conseil d'administration est composé de 4 administrateurs.

Monsieur Sebastian LOMBARDO, né le 12/04/1972, désigné Président et Directeur Général de la société le 9 mars 2010, nommé administrateur pour la première fois le 4 février 2010, ratifié en assemblée générale le 29 juin 2010, dont le mandat expire à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes 2012.

Monsieur Frédéric De Mevius né le 26/11/1958, nommé 21 décembre 2012 en remplacement de la société DLF SA, dont le mandat expire à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes 2012.

La société NEXT CONSULTING SPRL, avec pour représentant permanent Monsieur Daniel GROSSMANN, né le 05/03/1971, nommé pour la première fois le 22 avril 2010 et en remplacement de Monsieur Daniel GROSSMANN, ratifié en assemblée générale le 29 juin 2010, dont le mandat expire à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes 2013.

La société ASTOVE SPRL, avec pour représentant permanent Monsieur Laurent SCHWARZ, né le 29/11/1957, nommé pour la première fois le 22 avril 2010, en remplacement de Monsieur Laurent SCHWARZ, ratifié en assemblée générale le 29 juin 2010, dont le mandat expire à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes 2012.

Le conseil ne comprend pas d'administrateur indépendant, ni de censeur.

L'ensemble des informations relatives au fonctionnement du Conseil d'administration et de ses comités est détaillé dans le rapport du Président sur le contrôle interne présenté en annexe.

2. DIRECTION GENERALE AU 31 DECEMBRE 2012

Le Conseil d'administration a décidé de ne pas dissocier les fonctions de Président et de Directeur Général de la société.

La direction générale de Valtech est assurée par M. Sebastian Lombardo nommé par le Conseil d'administration le 9 mars 2010 en qualité de Président-Directeur Général.

M. Olivier Padiou était Directeur général délégué de Valtech jusqu'à sa démission le 21 décembre 2012. M. Padiou conserve ses fonctions opérationnelles au sein du groupe Valtech.

Aucune restriction n'est apportée aux pouvoirs du Président – Directeur Général par les statuts ou le Conseil d'Administration.

3. COMITES D'AUDIT ET DE REMUNERATION

Le fonctionnement du comité d'audit et du comité de rémunération est plus amplement détaillé dans le rapport du Président sur le contrôle interne présenté en Annexe.

Pour faciliter l'appréciation du lecteur, nous vous précisons ici :

Le Comité d'audit

Il est composé de Messieurs Frédéric de MEVIUS et Daniel GROSSMANN (Next Consulting). Ils bénéficient d'une compétence financière et comptable par leurs formations et leurs expériences professionnelles respectives.

Le Comité d'audit a pour mission générale, en application de l'article L823-19 du Code de Commerce, d'assister le Conseil d'administration dans le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations financières et comptables. Il est notamment chargé d'assurer le suivi du processus d'élaboration de l'information financière, de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, du contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés par les commissaires aux comptes et de l'indépendance des commissaires aux comptes.

Il s'assure notamment : de la régularité, la sincérité et de l'image fidèle des états financiers de la Société et de toute autre information ou rapport de nature financière communiqués aux actionnaires, au public et aux autorités des marchés boursiers ; du respect par la Société des obligations légales et réglementaires applicables en matière d'information financière et du bon fonctionnement de la fonction d'audit interne de la Société.

Le Comité de rémunération

Il est composé de Messieurs Frédéric de MEVIUS et Laurent SCHWARZ (Astove Sprl).

Le Comité des rémunérations a pour mission principale de :

- formuler des recommandations auprès du Conseil d'administration pour la détermination des rémunérations et avantages en nature des dirigeants mandataires sociaux,
- procéder à la définition des modalités de fixation de toute rémunération variable des dirigeants mandataires sociaux.

4. AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EXERCES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2012

MANDATS AU 31/12/12	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat	Fonction Principale exercée dans la société	Fonction Principale exercée en dehors de la société	Autres mandats et fonctions exercées	Sociétés	Autres mandats et fonctions	
Frédéric de Mévius né le 26/11/1958	21-déc-2012	Assemblée Générale Annuelle statuant sur l'exercice 2012	Administrateur	Managing Director of Verinvest	Groupe Valtech	Valtech SA	Administrateur	
						Hors Groupe	Verinvest BV	Mandaté comme Directeur, "managing Director" et/ou membre du conseil de surveillance ou d'administration dans un certain nombre de sociétés dans lesquelles Verinvest SA ou l'une des ses filiales a investi
					Verinvest SA Verinvest Group SA SiegCo SA		Directeur et Managing Director	
					Cofintra SA Armonea SA Armonea Estates SA All Maket Inc Spa & Salon International Limited The Beverage Development Company Inc Leblon Holding LLC Brandtone Holdings Limited Beverage Holdco Inc Sonora Mills Foods Inc. Future Ventures India Limited			
					Eugénie SA Eugénie Patri sebastien SA Le Domaine de la Falize FIWEP SA Merifin Europe SA Patria SA HLF SPRL (expiré en 2012) Agrabio SPRL (expiré en 2012) Duomos Spri (expiré en 2012) Amis de l'hôtel de Croix ASBL (expiré en 2012)		Mandaté comme Directeur, "managing Director" et/ou membre du conseil de surveillance ou d'administration dans ces entités (qui ne sont ni des filiales, ni liées à Verinvest SA ou ses activités)	
					En tant que représentant permanent de DLF			
					Cofintra SA Verinvest Asia Ltd Orpar Sa Verinvest France SA CDH Développement ITWP Acquisition Ltd Verinvest SA (expiré en 2012) Verinvest Group SA (expiré en 2012)		Mandaté comme Directeur, "managing Director" et/ou membre du conseil de surveillance ou d'administration dans un certain nombre de sociétés dans lesquelles Verinvest SA ou un des ses filiales a investi	
					SiegCo SA (expiré en 2012) Armonea SA (expiré en 2012)		Directeur et Managing Director	
					Hint Inc. (USA) (expiré) Sambazon Inc. (USA)(expiré) MDS Global Holding Ltd (Malte)(expiré) Marat Holding B.V. (Pays-Bas)(expiré) Capinordic A/S, actuellement nommée Newcap Holding A/S (Danemark)(expiré) ITWP Ltd (expiré) Mimesis Republic SA (expiré) Nashik Vintners Private Limited (Inde)(expiré) René Garraud SA (France)(expiré)			
					NEXT CONSULTING SPRL	22-avr-2010	Assemblée Générale Annuelle statuant sur l'exercice 2013	Administrateur
15, avenue de Sumatra 1180 Uccle Belgique Représenté par Daniel GROSSMANN Né le 05/03/1971					Hors Groupe	Verinvest SA SiegCo SA ITWP Acquisitions Limited	Mandaté comme Directeur, "managing Director" et/ou membre du conseil de surveillance dans un certain nombre de sociétés dans lesquelles Verinvest SA ou un des ses filiales a investi	
ASTOVE SPRL	22-avr-2010	Assemblée Générale Annuelle statuant sur l'exercice 2012	Administrateur		Groupe Valtech	Valtech SA	Administrateur	
27 avenue d'Italie 1050 Ixelles Belgique Représenté par Laurent SCHWARZ Né le 29/11/1957					Hors Groupe	Luckyway SARL SABS Novedia SAS Luckyway Sprl	Gérant Gérant Président du conseil de surveillance Gérant	
Sebastian LOMBARDO	09-mars-2010	Assemblée Générale Annuelle statuant sur l'exercice 2012	Président et Directeur Général	09-mars-10	Groupe Valtech	Valtech SA Valtech Training (Valtech SA) Valtech Technology Consulting (Valtech SA) Valtech Hong Kong Limited (Valtech SA) Valtech Co Limited (Valtech SA) Valtech AG (Valtech SA)	Président du Conseil d'administration et Directeur Général Président Administrateur Administrateur Administrateur Membre du conseil de surveillance	
103 rue de Grenelle 75007 Paris Né le 12/04/1972					Hors Groupe	Novedia SAS SiegCo SA Cosmoledo SPRL A3 Investments SA Dominus SA Skyjet Ltd Mimesis Republic SAS Statler & Waldorf SAS	Administrateur Administrateur Gérant Administrateur Délégué Administrateur Administrateur Président	

5. REMUNERATION ET AVANTAGES ALLOUES AUX MANDATAIRES SOCIAUX

Nous présentons dans ce tableau le montant des rémunérations et avantages dus aux mandataires sociaux au titre des années 2012 et en 2011.

Sebastian Lombardo	2012	2011
Rémunération versée au titre du mandat social (au titre de l'exercice)	Néant	Néant
Honoraires et frais	491 250	504 000
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Conventions réglementées approuvées par le conseil en vigueur avec partie(s) liée(s)	oui	oui
Total	502 500	504 000

DLF SA, représentée par Frédéric de Mevius et/ou Frédéric de Mévius	2012	2011
Rémunération versée au titre du mandat social (au titre de l'exercice)	Néant	Néant
Honoraires et frais	Néant	Néant
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Conventions réglementées approuvées par le conseil en vigueur avec partie(s) liée(s)	Néant	Néant
Total	-	-

Next Consulting Sprl, représentée par Daniel Grossmann	2012	2011
Rémunération versée au titre du mandat social (au titre de l'exercice)	Néant	Néant
Honoraires et frais	Néant	Néant
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Conventions réglementées approuvées par le conseil en vigueur avec partie(s) liée(s)	Néant	Néant
Total	-	-

Astove Sprl, représentée par Laurent Schwarz	2012	2011
Rémunération versée au titre du mandat social (au titre de l'exercice)	Néant	Néant
Honoraires et frais	Néant	Néant
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Conventions réglementées approuvées par le conseil en vigueur avec partie(s) liée(s)	Néant	Néant
Total	-	-

Olivier Padiou (démission de son mandat de DGD le 21 décembre 2012)	2012	2011
Rémunération versée (au titre de l'exercice)	429 214	471 000
Honoraires et frais	149 496	117 000
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Conventions réglementées approuvées par le conseil en vigueur avec partie(s) liée(s)	Néant	Néant
Total	578 710	588 000

Le Président Directeur Général actuel de Valtech SA, Sébastien Lombardo, ne perçoit ni jeton de présence, ni autre rémunération au titre de l'exercice de ses mandats sociaux au cours des exercices 2011 et 2012. Il convient d'observer, que dans le cadre de missions d'assistance spécifique, soumise aux dispositions de l'article L225-38 du Code de commerce, des sociétés qu'il détient et ou dirige, sont amenées à facturer des honoraires. Ces honoraires sont détaillés au paragraphe suivant.

Olivier Padiou a démissionné de son mandat de Directeur Général Délégué de Valtech SA le 21 décembre 2012. Au 31 décembre 2012, Olivier Padiou n'est donc plus mandataire social de Valtech SA. Pendant la période de l'année 2012 où Olivier Padiou était encore mandataire social, il n'a perçu ni jeton de présence, ni autre rémunération au titre de l'exercice de ses mandats sociaux. Il convient d'observer, que Olivier Padiou conservant sa fonction de directeur opérationnel, celui-ci a conserve son contrat de travail et perçoit à ce titre une rémunération. Cette rémunération est détaillée ici.

Montant en euros	Au titre de l'exercice 2011			Au titre de l'exercice 2012		
	Dus	Versés en 2011	A verser en 2012	Dus	Versés en 2012	A verser en 2013
Rémunération fixe	240 000 €	240 000 €		241 613 €	241 613 €	
Rémunération variable	136 000 €		136 000 €	127 651 €		127 651 €
Prime	56 000 €	56 000 €				
Avantages postérieurs à l'emploi	5 000 €			5 000 €		
Jetons de présence						
Frais d'expatriation (housing & schooling & others)	117 000 €		117 000 €	149 496 €	266 496 €	
Avantages en nature	34 000 €			54 950 €		54 950 €
Indemnités de fin de contrat de travail						
TOTAL	588 000 €	296 000 €	253 000 €	578 710 €	508 109 €	182 601 €

6. HONORAIRES ALLOUES AUX PARTIES LIEES AUX MANDATAIRES SOCIAUX

Les transactions (incluant les honoraires de missions d'assistance spécifiques de S. Lombardo) conclues à des conditions normales de marché entre le groupe et les parties liées, sont les suivantes :

Société	Prestations	Lien	31-déc.-12	31-déc.-11	31-déc.-10
Siegco	Conseil	Actionnaire Valtech	-	-	-
Verlinvest	Conseil	Actionnaire Siegco	-	-	450
Verlinvest	Financière	Actionnaire Siegco	-	32	-
Dendrobium	Conseil	Société Sebastien Lombardo	-	75	550
Sky Jet	Conseil	Société Sebastien Lombardo	504	475	-
Executive techn	Conseil	Société Thomas Nores	431	500	500
Autres	Conseil		-	-	-
			935	1 082	1 500

7. COMMISSAIRES AUX COMPTES, HONORAIRES

Les commissaires aux comptes de Valtech SA et de ses filiales sont : Deloitte et associés, Guillaume Drancy, et FIDREX.

(en milliers d'euros)	Exercice 2012		Exercice 2011		Exercice 2010	
	Deloitte & Associés	G. Drancy Fidrex	Deloitte & Associés	G. Drancy Fidrex	Deloitte & Associés	Fidrex
Audit						
- Commissariat aux comptes certification, examen des comptes individuels et consolidés						
Emetteur	93	48	88	46	138	59
Filiales	107	6	108		76	9
- Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes						
Emetteur			46		25	2
Filiales						
Sous -total	200	54	242	46	239	70
Autres prestations						
- Juridique, fiscal, social			33		13	
- Autres						
Sous -total	0	0	33	-	13	-
TOTAL	200	54	275	46	252	70

6. INFORMATIONS STATUTAIRES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES (ART. L 225-38 DU CODE DE COMMERCE)

Les conventions réglementées nouvelles ou modifiées au cours de l'exercice sont :

Renouvellement et modification de la convention d'assistance entre SKYJET et Valtech SA pour l'année civile 2012.

Fixation des honoraires de résultat pour la société SKYJET au titre de l'année 2011.

7. INFORMATIONS STATUTAIRES SUR LE CAPITAL, LES DROITS DE VOTE ET LE COURS DE BOURSE

ACTIONNARIAT

Nous présentons ici l'identité des actionnaires détenant plus de 5% du capital ou des droits de vote :

31-déc-12	Nombre d'actions	Nombre de droits de vote	% capital	% droit de vote
SiegCo	95 480 905	95 480 905	56,23%	56,23%
Verlinvest SA	15 000 000	15 000 000	8,83%	8,83%
Public	59 312 646	59 312 646	34,93%	34,93%
Total	169 793 551	169 793 551	100,00%	100,00%

PACTE D'ACTIONNAIRES

Le Conseil n'a pas à ce jour, connaissance de pacte d'actionnaires entre les actionnaires de Valtech SA.

PARTICIPATION DES MANDATAIRES SOCIAUX AU CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2012 la participation des mandataires sociaux dans le capital est la suivante :

Au 31 décembre 2012	Sebastian Lombardo	Daniel Grossmann		Frédéric de Mévius		Laurent Schwarz			
		En direct	Next Consulting	En direct	DLF	Luckyway SPRL	Luckyway SARL	En direct	Astove
Nombre d'actions	976 558	10	10	19	10	337 181	1 000 000	100	75

ACTIONNARIAT SALARIE

En application des règles de l'article L.225. 102 alinéa 1 du Code de Commerce, il est précisé que les salariés de la société et du groupe ne détiennent aucune action de la société au titre des articles L443-1 et suivants et L 442-7 du Code du Travail, L 214-39 et L 214-40 du Code Monétaire et Financier. Ainsi, aucune action de capital n'est détenue collectivement par des salariés du groupe, ni n'est frappée d'incessibilité en application des articles sus-décrits.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-129-6 al 2 du Code de Commerce une augmentation de capital réservée aux salariés adhérant au plan d'épargne d'entreprise de la Société d'un montant de 45 000 €, a été soumise, mais rejetée, à l'Assemblée Générale des actionnaires en juin 2010. L'assemblée générale extraordinaire du 26 juillet 2011 a, pour une durée d'un an, autorisé le conseil d'administration à procéder à une telle augmentation dans la limite de 5 % du capital au jour de la décision du conseil d'administration de mettre en œuvre la présente autorisation. Cette autorisation n'a pas été utilisée au cours de l'exercice 2011.

EVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL

DATE	NATURE DE L'OPERATION	NOMBRE D'ACTIONS	CAPITAL	PRIME D'EMISSION
31-déc.-02		69 389 635	1 057 727	131 744 720
	Exercice Stock options dans le cadre des plans consentis le 16-Fev-1997, 16-Fev-1999 et 25-Oct-2002	1 041 374	15 870	380 053
	Exercice bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise dans le cadre des plans consentis le 25-Oct-2002	1 229 875	18 744	460 907
	Exercice bons de souscription en actions dans le cadre des plans consentis le 22-Jul-2003	5 876 580	89 559	5 110 910
	Exercice bons de souscription gratuits dans le cadre des plans consentis le 09-Jul-2003	11 248	171	16 700
	Imputation des frais sur la prime			-579 012
31-déc.-03		77 548 712	1 182 071	137 134 278
	Imputation des pertes de l'A.G. du 6-Apr-2004			-79 951 336
	Exercice bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise dans le cadre des plans consentis le 25-Oct-2002	688 071	10 486	257 861
	Exercice Stock options dans le cadre des plans consentis le 16-Fev-1997, 16-Fev-1999 et le 25-Oct-2002	1 598 886	24 367	411 209
	Exercice bons de souscription en actions dans le cadre des plans consentis le 22-Jul-2003	3 486 600	53 137	2 939 204
	BSA Gratuits	1 933	29	
	Imputation des frais sur la prime			-179 022
31-déc.-04		83 324 202	1 270 090	60 612 194
	Exercice BSPCE consentis par le CA du 25-Oct-2002	186 775	2 846	69 996
	Exercice stock options dans le cadre du plan consenti le 16-Fev-1999	38 910	593	
	Exercice stock options dans le cadre du plan consenti le 25-Oct-2002	195 614	2 981	73 308
	Exercice BSPCE consentis par le CA du 25-Oct-2002	329 820	5 026	123 603
	Exercice BSA gratuits consentis par le Conseil du 9-Jul-2003 et la décision du Président du 22-Jul-2003	86 147	1 314	127 908
31-déc.-05		84 161 468	1 282 850	61 007 009
	Exercice stock options dans le cadre du plan consenti le 16-Fev-1999 A	257 295	3 921	6 995
	Exercice stock options dans le cadre du plan consenti le 16-Fev-1999 A	253 570	3 864	
	Exercice stock options dans le cadre du plan consenti le 16-Fev-1999 B	241 753	3 684	143 662
	Exercice stock options dans le cadre du plan consenti le 16-Fev-1999	428 174	6 525	160 462
	Exercice BSPCE consentis par le CA du 25-Oct-2002	15 850	243	5 940
31-déc.-06		85 358 110	1 301 087	61 324 068
	Exercice stock options dans le cadre du plan consenti le 16-Fev-1999 A	28 182	430	
	Exercice stock options dans le cadre du plan consenti le 25-Oct-2002	727 886	11 093	272 783
	Exercice BSPCE consentis par le CA du 25-Oct-2002	2 554 180	38 926	957 204
31-déc.-07		88 668 358	1 351 536	62 554 055
	Pas de mouvement sur 2008			
31-déc.-08		88 668 358	1 351 536	62 554 055
	Pas de mouvement sur 2009			
31-déc.-09		88 668 358	1 351 536	62 554 055
	Augmentation de Capital	66 340 093	995 101	8 955 913
	Frais d'augmentation de Capital			-405 154
31-déc.-10		155 008 451	2 346 637	71 104 814
	Suppression des actions d'autocontrôle	-214 900	-3 254	-50 472
31-déc.-11		154 793 551	2 343 383	71 054 342
	Augmentation de Capital	15 000 000	227 081	4 272 918
31-déc.-12		169 793 551	2 570 464	75 327 260

AUTORISATION CONSENTIES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'AUGMENTER LE CAPITAL

AG 29 juin 2010	Fin aux autorisations Précédentes	Type	Bénéficiaires	Renonciation au DPS	Délégation au CA	Plafond	Prix d'émission	Durée d'autorisation
22ème résolution		Actions gratuites	membres du personnel salarié et madataire sociaux de la société et filiale		OUI			38 mois (29 août 2013)
AGE 26 juillet 2011	Fin aux autorisations Précédentes ayant un objet identique	Type	Bénéficiaires	Renonciation au DPS	Délégation au CA	Plafond	Prix d'émission	Durée d'autorisation
1ère Résolution	X	Emission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, des actions ordinaires existantes ou à émettre		NON	OUI	émission : 1,5 ME		26 mois (26 sept 2013)
2ème Résolution	X	Emission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, des actions ordinaires existantes ou à émettre	Aux personnes fournissant le service d'investissement de gestion de portefeuille pour compte de tiers ; des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs, sous réserve que ces investisseurs agissent pour compte propre (article L. 411-2 du code monétaire et financier)	OUI	OUI	Augmentation nominale de 20% du capital par période de 12 mois	prix prévu la loi et les règlements	26 mois (26 sept 2013)
3ème Résolution		Emission donnant droit, immédiatement ou à terme, à des actions ordinaires existantes ou à émettre en espèces ou par compensation de créance	Membres du comité de direction + administrateurs + l'ensemble du personnel et des filiales	OUI	OUI	75 Millions d'actions le nombre d'options attribuées aux termes de la 7ème résolution, s'imputera sur ce plafond.	prix défini par expert indépendant	26 mois (26 sept 2013)
4ème Résolution	X (application de la 2ème résolution)	Fixation du prix d'émission	(cf 2ème Résolution)	OUI	OUI	dans la limite de 10% du capital de la société, tel qu'existant à la date de l'assemblée, par période de 12 mois.	Moyenne des 120 derniers jours de bourse avec décote de 5%	26 mois (26 sept 2013)
5ème Résolution	(application de la 1ère et de la 2ème résolution)	Augmentation du nombre de titres à émettre	(cf 1ère et 2ème Résolution)		OUI	Dans les 30 jours de la clôture de la souscription de l'émission initiale, pour les autres émissions, dans la limite de 15% de la limite initiale, sous réserve des plafonds de la 1ère et de la 2ème résolution		26 mois (26 sept 2013)
6ème Résolution	X	Emission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, des actions ordinaires existantes ou à émettre	Rémunération d'apport en nature	OUI	OUI	10% du capital (tel qu'existant à la date de l'assemblée)		26 mois (26 sept 2013)
7ème Résolution	X	Ocrot d'options de souscription ou d'achat d'actions	Mandataires sociaux, salariés (ou certains d'entre eux, de Valtech SA ou des sociétés liées (L225-186-1 code de commerce)	OUI	OUI	1,5 million d'options d'achat et/ou de souscription d'action	Prix de souscription fixé par le conseil à la date à laquelle les options sont consenties dans les limites et selon les modalités prévues par la loi.	38 mois en une ou plusieurs fois (26 sept 2014) Exercice sur 30 ans maximum
8ème Résolution						2 millions d'euros pour l'ensemble des 7 résolutions		
AGM 14 mai 2012	Fin aux autorisations Précédentes	Type	Bénéficiaires	Renonciation au DPS	Délégation au CA	Plafond	Prix d'émission	Durée d'autorisation
10ème Résolution	X	Emission de valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, à des actions ordinaires existantes ou à émettre		Oui au profit de Verinvest	OUI	20 millions d'actions OU montant nominal : 6 millions d'euros	Rapport indépendant (article 262-1 du RI AMF)	26 mois (14 juillet 2014)
14ème Résolution		Attribution gratuite d'actions	Salariés de Valtech SA et des filiales (ou certains), sous réserve de périodes d'acquisition et de conservation, et le Président et les directeurs généraux délégués de Valtech SA (sauf s'ils détiennent plus de 10% du capital)		OUI	10% du capital social à la date de l'assemblée		38 mois (14 juillet 2015) période d'acquisition : 2 ans
15ème Résolution (en cours d'exécution)		ÉMISSION DE BSAR	(i) dirigeants mandataires sociaux ou non, (ii) membres du comité exécutif, (iii) les sociétés unipersonnelles qu'ils contrôlent et qui fournissent des prestations à la Société et/ou aux sociétés qui lui sont liées au sens de l'Article L.225-189 du Code de commerce et (iv) les cadres salariés de la Société et de ses filiales	OUI	OUI	30 millions d'actions	20 dernière séance de bourse avec décote de 10%	18 mois (14 novembre 2013)

AUTRES TITRES OU DROIT DONNANT ACCES AU CAPITAL

Néant

TITRES NON REPRESENTATIFS DU CAPITAL

Il n'y a aucun titre non représentatif du capital.

ELEMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE

L'article L.225-100-3 du Code de commerce tel que modifié par la loi du 31 mars 2006 sur les Offres Publiques d'Acquisition rend obligatoire pour les sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé de faire état et d'expliquer, le cas échéant, les éléments limitativement énumérés s'ils sont susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique. A notre connaissance, aucun élément visé à l'article L.225-100-3 n'est présent dans la société et/ou susceptible d'avoir une incidence en cas d'offre publique.

EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION PENDANT L'ANNEE 2012

Mois	Nombre de séances	Cours du mois		Titres échangés	Capitalisation boursière (€) (1)
		Plus bas	Plus haut		
janv-12	22	0,21	0,27	1 972 157	36 376 484
févr-12	21	0,25	0,29	3 309 462	41 639 465
mars-12	22	0,27	0,29	2 041 890	42 413 433
avr-12	19	0,24	0,28	1 622 654	39 627 149
mai-12	22	0,23	0,26	708 718	37 769 626
juin-12	21	0,22	0,24	257 601	39 561 897
juil-12	22	0,23	0,25	780 964	40 750 452
août-12	23	0,22	0,25	1 022 416	39 731 691
sept-12	20	0,18	0,22	4 401 828	33 958 710
oct-12	23	0,19	0,21	1 367 245	34 298 297
nov-12	22	0,20	0,22	1 591 343	35 147 265
déc-12	19	0,22	0,26	3 738 320	38 882 723

ANNEXE : TABLEAU 5 ANNEES DE RESULTAT VALTECH SA

Nature des Indications / Période Chiffres en euros	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008
Durée de l'exercice	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
Capital social	2 570 464	2 343 383	2 346 636	1 351 535	1 351 535
Nombre d'actions émises	169 793 551	154 793 551	155 008 451	88 453 358	88 453 458
Nombre d'obligations convertibles en actions	0	-	-	-	-
Chiffre d'affaires hors taxes	30 027 424	27 689 427	25 424 736	26 431 458	32 974 797
Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	1 403 107	593 014	- 22 774 144	- 818 334	2 275 984
Impôt sur les bénéfices	-377 723	10 689	24 442	- 2 217 135	- 98 490
Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	1 780 830	582 325	- 22 749 702	730 347	2 374 474
Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	- 127 720	350 785	- 12 761 640	- 969 555	6 028 048
Montants des bénéfices distribués	-	-	-	-	-
Participation des salariés	-	-	-	-	-
Bénéfice après impôt, mais avant amortissements, par action	0,01	0,004	- 0,147	0,008	0,026
Bénéfice après impôt, amortissements provisions, par action	-0,01	0,002	- 0,082	- 0,010	0,068
Dividende versé à chaque action	-	-	-	-	-
Nombre de salariés	268	264	172	210	219
Montant de la masse salariale	14 538 237	12 324 950	11 531 960	11 900 081	12 518 287
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	6 179 144	5 697 214	5 480 550	5 608 384	5 696 031